

## Faut-il se contenter de rêver du Bosphore ?

Franck Debié

L'idée de suspendre les négociations d'adhésion avec la Turquie traîne dans l'air. Fait-elle partie des conditions fixées par la France et l'Allemagne à la reconduction du Président de la Commission ? Est-elle en train de devenir l'exigence qui différenciera la droite européenne d'une gauche qui n'ose pas dire non mais ne milite pas pour l'adhésion ?

En dehors du besoin d'identification des Européens - la Turquie jouant facilement le rôle de l'"autre", parce que musulmane et proche-orientale - il y a bien sûr la capacité d'absorption de l'Union. L'Union sera plus pauvre, plus vieille, plus endettée que prévu lorsqu'elle devra finalement intégrer la Turquie à la fin des années 2010 ou au début des années 2020. L'esprit de solidarité entre les contributeurs nets et les autres y sera peut-être également affaibli. Autant consacrer les ressources qui resteront disponibles aux membres de l'Union. Pour les tenants de la méthode communautaire, l'arrivée d'un nouvel Etat poids lourd risque de renforcer le tropisme inter-gouvernemental actuel. Il a donc trois thématiques bien rôdées dans le camp des opposants à l'adhésion : la défense d'une identité "chrétienne" de l'Europe face à l'Islam et à l'Islam politique, le réalisme budgétaire et enfin l'intégrité institutionnelle de l'Union. Il y a là de quoi rassembler sur un même thème les Eurosceptiques et les Europhiles les plus fédéralistes. Au plan des idées, le refus de l'adhésion mobilise large.

Quelles sont les raisons des partisans d'une poursuite des négociations ouvertes ? Sont-elles aussi explicites, aussi développées ? Il y a bien sûr le respect des engagements pris, mais il y a déjà si longtemps. Il y a le sentiment de sympathie pour la Turquie, mais il résulte d'expériences personnelles qui ne sont pas toujours faciles à communiquer. Il y a l'intérêt économique des entreprises européennes, mais il semble trop mercantile. Il y a la reconnaissance géopolitique pour un vieil allié de la Guerre froide ; mais elle semble maintenant si loin. Il y a tous les risques, tous les coûts qu'impliquerait la non-adhésion : peut-on s'aliéner les Turcs ? Faut-il avoir peur de leur réaction si on ne les intègre pas un jour ? L'argument du coût d'une non-adhésion laisse facilement penser que l'on y serait contraint par une secrète peur de représailles et qu'on y irait donc avec une certaine lâcheté.

Si, en dépit de la raison, le refus de la Turquie marque des points c'est que les arguments des partisans de l'adhésion sont mal affûtés. Faut-il pourtant les chercher si loin ? Nous pouvons en imaginer quelques-uns à partir d'un projet d'une puissance européenne globale plus attentive à sa géopolitique et plus communautaire dans son fonctionnement. Nous avons besoin de la jeunesse, de la vitalité et de la puissance de la Turquie pour l'économie de l'Europe. Nous avons besoin de pouvoir continuer en Turquie et à partir de la Turquie le combat européen pour la liberté et la démocratie ; car une Europe qui ne combat pas pour ses valeurs finira par les oublier. Nous avons besoin d'un grand pays qui puisse déranger les compromis et les jeux joués d'avance entre les grands pays de l'Union. Nous avons besoin d'une Union où d'autres équilibres, d'autres alliances soient possibles que le "franco-allemand", euphémisme qui masque mal le poids légitime et prépondérant de l'Allemagne sur les décisions européennes. Nous avons besoin de renforcer la capacité de l'Union à intervenir dans la zone d'où viennent les dangers et les opportunités les plus importantes pour elle : le Moyen-Orient. Comment y parvenir sans les Turcs ? Nous avons besoin de faire de l'Union une

puissance acceptée du monde musulman comme de demeurer la société la plus ouverte, la plus progressiste du monde globalisé, une société mieux capable que d'autres d'intégrer l'autre. Nous avons sans doute besoin de la Turquie pour éviter à l'Europe de vieillir et de renoncer au monde.